

qu'elle serait inconsolable, s'il n'allait pas la voir à la Haye. — Discours qu'il a tenu à de Pauw, pour l'exciter contre la Suède.

Fol. 114-115. Au Roi, Munster, même date. — Il a échangé les ratifications du traité de commerce conclu avec les villes anséatiques.

Fol. 148-151. Au Roi, Munster, même date. — Progrès des négociations d'Osnabruck.

Fol. 142-143. Au Roi, Munster, même date. — Mauvais procédés du duc de Bavière envers le Roi dans les négociations ouvertes à Osnabruck. Il veut exclure le Roi du traité, non-seulement comme roi d'Espagne, mais encore comme duc de Bourgogne, les Français prétendant que ce cercle soit effacé de la matricule de l'Empire. « Différentes fois, dit-il, j'ai » exprimé à V. M. mon opinion sur ce nouveau langage, de distinguer » entre roi d'Espagne et duc de Bourgogne, et je crois que c'est une des » hostilités les plus diaboliques que les Français aient pu nous faire, parce » que comprendre V. M. comme prince de l'Empire et l'exclure comme roi » d'Espagne, serait ôter à V. M. la faculté de faire la guerre aux Pays-Bas, » qui sont la véritable place d'armes de V. M., et où ses forces peuvent » s'employer avec utilité. »

Fol. 88-91. Au Roi, Munster, 11 juin 1648. — Le 5 juin la paix a été publiée dans toutes les villes des Pays-Bas espagnols et hollandais, et les ministres de Hollande ont célébré, le même jour, à Munster, cet événement par de grandes démonstrations. — Aussitôt qu'on reçut à la Haye la nouvelle des ratifications, des courriers furent expédiés à toutes les provinces, à toutes les villes, à tous les gouverneurs de places, pour que les hostilités cessassent à l'instant. Les mêmes ordres furent envoyés aux Indes et aux amiraux des flottes. — La milice d'Amsterdam était dans l'usage de prêter, chaque année, le serment de défendre cette ville contre le roi d'Espagne : sans aucun ordre ni réquisition des états, elle a changé la forme de ce serment. Les autres villes ont fait de même.

Fol. 71-72. Au Roi, Munster, même date. — Le docteur Krebs, le seul ministre que le duc de Bavière ait à Osnabruck, est venu à Munster, où il a eu une longue conférence avec Servien.

Fol. 92-95. Au Roi, Munster, même date. — Malgré le traité fait avec les Provinces-Unies et l'heureux succès des affaires de Naples, il ne croit pas les Français inclinés à la paix, même aux conditions onéreuses que le Roi

a offertes précédemment. — Tant que le cardinal Mazarin sera à la tête des affaires en France, il sera contraire à la paix, parce qu'il craint qu'elle ne lui fasse perdre son pouvoir. — Peñaranda conseille donc au Roi de faire dissoudre le congrès.

Fol. 96-97. Au Roi, Munster, même date. — Demande de la ville de Munster d'être prise sous la protection du Roi et des Provinces-Unies.

Fol. 78-79. Au Roi, Munster, même date. — Depuis qu'on a su la prison du duc de Guise (à Naples), on lui a dépêché à Paris une patente antidatée, afin qu'il soit considéré comme prisonnier de guerre. Peñaranda, qui vient d'apprendre cette particularité, croit devoir en avertir le Roi.

Fol. 75-76. Au Roi, Munster, même date. — Besoin d'argent.

Fol. 73-74. Au Roi, Munster, même date. — Projet attribué à Mademoiselle d'Orléans de se marier avec l'archiduc Léopold.

Fol. 84-87. Au Roi, Munster, même date. — Nouvelles des événements militaires en Allemagne.

Fol. 69-70. Au Roi, Munster, 12 juin 1648. — Ordres donnés par les états généraux à leurs ministres à Munster, afin qu'ils travaillent à la paix entre la France et l'Espagne; inquiétudes que leur cause la puissance toujours croissante des Suédois.

Fol. 65-66. Au secrétaire Gerónimo de la Torre, Munster, même date. — A l'occasion des fêtes qui ont eu lieu à Munster le 5 pour célébrer la publication de la paix, la ville a fait tirer des salves d'artillerie. Servien avait voulu s'y opposer; il avait même menacé les magistrats: néanmoins la chose s'est faite.

Fol. 63-64. Au Roi, Munster, 22 juin 1648. — Plein pouvoir à donner au conseiller Brun pour suivre les négociations avec les Français.

Fol. 43-46. Au Roi, Munster, même date. — Les plénipotentiaires des états généraux ont envoyé trois d'entre eux à Osnabruck, pour avoir de Servien une réponse catégorique sur le point de Lorraine et sur les autres en litige; il leur a fait des réponses plus équivoques que jamais.

Fol. 55-58. Au Roi, Munster, même date. — Intrigues de Servien, appuyé par les Suédois, à Osnabruck, pour faire exclure le cercle de Bourgogne de l'Empire dans les négociations et pour séparer le Roi de l'Empereur. — Démarches du comte de Peñaranda afin de les rendre infructueuses.

Fol. 53-54. Au Roi, Munster, même date. — Réclamation du comte de

Hennin contre le projet de donner à l'électeur de Brandebourg la ville de Hamme appartenante au cercle de Westphalie.

Fol. 59-60. Au Roi, Munster, même date. — Plaintes des Hollandais de quelques prises faites sur eux en Espagne.

Fol. 23-26. Au Roi, Munster, 24 juin 1648. — Suite des négociations d'Osnabruck. — Les députés des états catholiques réunis à Munster, au nombre de vingt-huit votes, continuent de protester contre ce qui se négocie à Osnabruck; les autres catholiques qui sont dans cette dernière ville les traitent de schismatiques.

Fol. 21-22. Au Roi, Munster, même date. — Il lui envoie copie de la proposition faite en dernier lieu par les ministres de Hollande à Servien et de la réponse de celui-ci.

Fol. 53-54. Au Roi, Munster, 26 juin 1648. — Il fait un grand éloge de la fidélité et des talents du conseiller Brun, et prie le Roi de lui accorder un traitement convenable à la Haye.

Fol. 14-18. Au Roi, Munster, même date. — Il lui envoie un mémoire du conseiller Brun sur les points qui pourraient être traités à la Haye. — Brun y propose, entre autres, de négocier une alliance défensive envers et contre tous, et une autre alliance pour la défense du cercle de Westphalie; de faire une ligue offensive contre les Portugais. Il lui semble aussi qu'il faudrait gagner le prince d'Orange, soit en lui conférant la charge de général des armées impériales, comme l'a eue le duc François-Albert de Saxe, soit en le mettant à la tête d'une armée du Roi contre les Portugais et les Turcs.

Fol. 1-3. Au Roi, Munster, même date. — Suite des négociations d'Osnabruck.

Fol. 6-9. Au Roi, Munster, même date. — Les états de l'Empire à Osnabruck ayant résolu de prendre délai pour consulter leurs principaux sur la dernière proposition faite par Servien contre le Roi et contre le duc de Lorraine, et Servien étant en conséquence revenu à Munster, Peñaranda a jugé le moment favorable pour quitter cette ville, selon les ordres du Roi. Il a pris congé des plénipotentiaires de Hollande, du nonce et de l'ambassadeur de Venise. — Il a remercié les premiers, de la part du Roi, des bons et sincères offices qu'ils ont faits dans cette négociation; il leur a dit qu'il a l'ordre de passer à la Haye, pour se féliciter avec les états géné-

raux de l'heureuse conclusion de la paix; qu'il ira premièrement s'aboucher avec l'archiduc Léopold; que le conseiller Brun restera à Munster pour continuer les négociations, sous sa direction. Dans leur réponse ils n'ont fait entendre aucune parole pour le retenir. — Le nonce lui a répondu que son départ donnera lieu aux Français de jeter de hauts cris et d'imputer au roi d'Espagne la rupture des négociations, le conseiller Brun n'ayant pas de pouvoir pour traiter seul, tandis que Servien, après le départ de ses collègues, a été muni d'un tel pouvoir. — L'ambassadeur de Venise lui a tenu à peu près le même langage. — Ces plaintes auraient été prévenues, dit Peñaranda, si le Roi, comme il l'avait proposé, avait envoyé un plein pouvoir à Brun; ne faisant pas cela, il eût mieux valu que le Roi rappelât absolument ses ministres.

Fol. 28-32. Au Roi, Munster, même date. — Il lui remet copie des contrats qu'il a passés pour affrètement de navires à Amsterdam.

Fol. 4-5. Au Roi, Munster, même date. — Touchant les intérêts particuliers du secrétaire de son ambassade, del Campo.

Fol. 19-20. A don Luis de Haro, Munster, même date. — Il lui envoie la médaille frappée à l'occasion de la paix; c'est lui et M. Friquet qui l'ont composée.

P. C. Monumental de la Alhambra y Generalife  
CONSEJERÍA DE CULTURA

C c 90.

#### 124. — Relacion histórica de la paz de Munster.

Dans une chemise renfermant des *Miscellanea*, il y a un cahier de 35 feuillets non cotés intitulé : *Narraciones históricas en que el excelentísimo señor conde de Peñaranda refiere los motivos que tuvieron Franceses para no querer la paz que, el año de 1648, les ofrecia España en Munster; estado en que se hallava la monarchia española; principios de la guerras civiles de Francia, y sucesos que tuvieron las armas españolas, los años de 1649 y 1650, en Cataluña, Italia, Flándes y Francia* (Narrations historiques dans lesquelles le très-excellent seigneur comte de Peñaranda rapporte les motifs qu'eurent les Français de ne pas vouloir la paix qu'en 1648 l'Espagne leur offrait à Munster; état où se trouvait la monarchie espagnole; commencement des guerres civiles de France, et

succès qu'eurent les armes espagnoles, en 1649 et 1650, en Catalogne, en Italie, en Flandre et en France). Copie du XVII<sup>e</sup> siècle.

En tête est une dédicace du comte de Peñaranda au Roi, datée de Madrid, le 8 janvier 1651.

## C c 60.

125. — Bracamonte (D. Gaspar de), conde de Peñaranda. Discurso ó Resúmen histórico de los principales sucesos de España desde que los Franceses rehusaron la paz con los Españoles en Munster (Discours ou Résumé historique des principaux événements d'Espagne depuis que les Français refusèrent de conclure la paix avec les Espagnols à Munster).

Ce Résumé historique est le même que celui que contient le MS. C c 90.

Il se trouve dans un volume in-fol., pap., relié en veau, ayant 211 feuillets, sans titre, et qui se compose de différentes chroniques et notices historiques sur l'Espagne.

## T 116.

126. — Papeles originales. Sucessos de España.

In-fol., pap., couvert de parchemin, 201 feuillets.

Ce manuscrit contient des pièces de toute nature, non pas originales, comme le porte le titre qui est écrit au dos du volume, mais en copie, du XVI<sup>e</sup> et du XVII<sup>e</sup> siècle.

Du XVI<sup>e</sup> siècle j'ai trouvé à en extraire (fol. 113) une lettre du duc

d'Albe à Philippe II, en date du 14 décembre 1570, concernant les deux clauses restrictives qu'il avait insérées dans le pardon général accordé aux Pays-Bas. (Je l'ai donnée dans la *Correspondance de Philippe II*, etc., t. II, p. 164.)

Parmi les documents du XVII<sup>e</sup> siècle il en est un qui a attiré mon attention : c'est une Relation des événements militaires arrivés aux Pays-Bas pendant les années 1648 à 1653, Relation dictée par le comte de Fuensaldaña, commandant en chef de l'armée royale sous les ordres de l'archiduc Léopold; elle est aux fol. 1-25 du manuscrit.

Voici une traduction abrégée et libre de ce document :

#### CAMPAGNE DE 1648.

Le 8 mars arriva à Ostende le comte de Fuensaldaña pour prendre le commandement des armées aux Pays-Bas, avec les pouvoirs de premier ministre de ces États et de surintendant des finances, sous les ordres de l'archiduc Léopold.

Il trouva que les ennemis occupaient :

En Flandre, Gravelines, Bourbourg, Mardyck, Dunkerque, Bergues, Furnes, Courtrai, Saint-Venant et d'autres places de moindre importance ;  
Dans la province d'Artois, Arras, Béthune, Bapaume, Hesdin, Lens et Lillers ;

Dans celle de Lille, la Bassée ;

Dans le Luxembourg, Thionville et Dampvillers.

Il ne trouva aucun approvisionnement pour entrer en campagne.

Il prit ses mesures de manière que, le prince de Condé s'étant mis en mouvement, le 1<sup>er</sup> mai, avec une armée de 34,000 hommes, il le suivit immédiatement; et si le duc de Lorraine avait permis à ses troupes de se porter là où le comte l'avait demandé, il aurait pu réussir à entraver les desseins de l'ennemi. Il tâcha du moins de recouvrer Courtrai. Cette ville fut prise d'assaut, et la citadelle se rendit au bout de sept jours <sup>1</sup>, pendant que, de son côté, le prince de Condé mettait fin au siège d'Ypres <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> La ville fut prise d'assaut dans la nuit du 18 au 19 mai, et le château capitula le 24.

<sup>2</sup> Cette ville capitula le 29 mai.

Après cette espèce d'échange de ville pour ville, les deux armées se portèrent l'une contre l'autre. Une série continuelle d'engagements et d'escarmouches affaiblit considérablement l'ennemi, qui se vit enlever plus de 4.000 chevaux. Afin de le chasser de la Flandre, on forma un corps d'armée sous le commandement du comte de Garcies, alors gouverneur de Cambrai, qui reçut ordre d'aller prendre ses quartiers à Guise. L'armée catholique se mit également en marche, laissant la garde du littoral au marquis de Sfondrato, et celle du reste du pays au prince de Ligne. L'armée française accourut à la défense de sa frontière, à la suite des troupes catholiques, qui se dirigeaient sur Guise à marches forcées. Dès que l'on eut réussi à éloigner l'ennemi de la Flandre, le marquis de Sfondrato reçut ordre de prendre poste à Furnes, et l'armée revint sur ce point. Le comte de Fuenzaldaña dirigea le siège avec quelque monde pendant que le reste de l'armée, sous les ordres de l'archiduc Léopold, observait les mouvements de l'ennemi. Furnes fut prisé avant d'avoir pu être secourue <sup>1</sup>. L'armée fit halte aux approches de Lille, et celle des ennemis près de Béthune.

Pour couvrir la Flandre, la prise du château d'Estaires, situé sur la Lys, était fort désirable; mais, quoique les fortifications en fussent faibles, il était assez difficile de s'en emparer à cause de la présence de l'armée du prince de Condé à une lieue de là. Toutefois il fut résolu de se mettre en marche une heure avant la nuit : avec le jour on se trouvait devant le château et l'on commença à le battre en brèche. Le prince de Condé, qui n'avait encore reçu aucune nouvelle de notre marche, accourut aussitôt avec son armée, au bruit de l'artillerie. Trouvant coupés et défendus les chemins qui seuls lui pouvaient donner accès dans la place, il tâcha de forcer le passage, et il s'engagea sur ce point une vive escarmouche qui dura tout le jour. Les batteries avaient dans l'intervalle continué leur feu contre le château, qui se rendit avant la nuit <sup>2</sup>. L'ennemi alors se retira.

L'armée de S. M. reprit de nouveau sa marche vers la France; et sur son chemin elle mit le siège devant Lens. Ce fut en vain que le prince de Condé se porta au secours de cette place. La trouvant prise <sup>3</sup>, il ordonna la

<sup>1</sup> Le 3 août.

<sup>2</sup> Le 12 août.

<sup>3</sup> Le 19 août.

retraite. On en profita pour charger son arrière-garde avec la plus grande partie de la cavalerie et avec tant de bonheur qu'elle fut mise en désordre. Voyant que nos troupes allaient occuper la colline qu'il avait abandonnée, et qu'il n'y avait encore alors que de la cavalerie; considérant aussi combien il lui serait difficile d'opérer sa retraite en notre présence, et qu'il ne pouvait pourtant pas s'arrêter faute de fourrages et de vivres, il se détermina à combattre, en se faisant un avantage de ce que notre armée n'était pas en ordre de bataille. Lors donc que la cavalerie se déployait, il nous investit sur les deux flancs de manière à mettre l'infanterie au milieu, et, l'ayant ébranlée, il réussit facilement à la rompre. Une partie seulement put se sauver vers Lens et de là à Douai : mais le plus grand nombre demeura prisonnier <sup>1</sup>.

Il était à craindre que, par suite de cette victoire, le prince ne tentât quelque grande entreprise : mais il se borna à remettre le siège devant Furnes; et pendant que la ville se défendait, on put recomposer l'armée, partie à l'aide du monde qui avait fait retraite, et partie au moyen de quelques levées arrivées de l'Allemagne. De cette manière les ennemis ne retirèrent d'autre avantage de leur succès que de nous reprendre Furnes <sup>2</sup>. Avec l'hiver les deux armées rentrèrent dans leurs quartiers.

## CAMPAGNE DE 1649.

Elle s'ouvrit par le siège de Paris. Le parlement, se trouvant sans forces, envoya monsieur de Laigues à Bruxelles pour négocier du secours, avec l'assurance qu'aussitôt que l'armée serait sur les frontières, deux présidents viendraient signer le traité, dont on pouvait dès lors commencer à stipuler les conditions. Au même moment arriva madame de Chevreuse, qui avait également commission du parlement. On dirigea l'armée vers la frontière, tout en étant décidé pourtant à ne pas la laisser passer outre avant que le traité fût entièrement conclu, car on craignait que le parlement ne se servit du voisinage de nos troupes pour faire un accommodement.

<sup>1</sup> Ce fut le 20 août qu'eut lieu cette bataille, où l'armée hispano-belge fut mise en déroute. Le baron de Beck, blessé dangereusement et fait prisonnier, mourut des suites de ses blessures à Arras le 22 août.

<sup>2</sup> Le 10 septembre.

ment plus avantageux avec le roi de France : mais, comme le roi d'Espagne retire toujours une utilité proportionnée de la diminution de l'autorité du roi de France vis-à-vis de ses sujets, on crut devoir ordonner cette marche, par le motif que, si le parlement s'accommodait avec la cour, on en acquerrait la certitude en voyant que, nonobstant l'arrivée de l'armée à la frontière, au point où le marquis de Noirmoutiers, récemment venu, avait assuré que les députés du parlement se trouveraient, ceux-ci manquaient au rendez-vous. Le comte de Fuensaldaña s'avança avec 4,000 chevaux et 1,000 dragons jusqu'à Pontavert, en annonçant que, si les députés s'y rendaient de leur côté et voulaient conclure avec lui le traité, l'armée se porterait en avant.

Le marquis de Noirmoutiers et ceux qui l'accompagnaient firent part de cette proposition à Paris ; mais les députés ne vinrent pas : toutefois le marquis reçut les pouvoirs du parlement et de ceux qui s'étaient joints à lui pour conclure le traité : ce qu'il fit avec le comte de Fuensaldaña. On en avait donné avis à l'archiduc, et l'armée s'était mise en mouvement lorsqu'on fut informé que, le jour même de la signature du traité, les députés à Fontainebleau étaient entrés en accommodement avec la cour, parce que le roi, ayant connaissance des pouvoirs envoyés à Noirmoutiers, leur avait fait de telles concessions qu'ils n'auraient pu ne pas les admettre. A cette nouvelle l'armée catholique fit halte, et l'on crut avoir rendu un grand service au Roi en obligeant celui de France à composer avec ses sujets comme avec des égaux : ce qui pouvait avoir ultérieurement des résultats de grande conséquence.

Voyant l'armée ennemie fatiguée et affaiblie par le siège de Paris, tandis que la nôtre jouissait de la commodité de ses quartiers, on jugea opportun de chercher à recouvrer l'une ou l'autre des places qui avaient été perdues en Flandre, et ce fut à Ypres que l'on donna la préférence. Comme l'entreprise était très-difficile à cause de la grandeur de la place et de la nombreuse garnison qu'elle renfermait, on jugea opportun de commencer par prendre Saint-Venant, que sa situation et les fortifications dont les ennemis l'avaient entouré rendaient assez fort. Le marquis Sfondrato, général de l'artillerie, occupa les alentours d'Ypres avec une partie de l'armée. Le comte de Fuensaldaña alla avec le reste assiéger Saint-Venant, et l'archiduc se dirigea sur Comines, ville située également sur la Lys, à trois lieues

d'Ypres et à six de Saint-Venant. Ce fut là qu'il tint sa cour jusqu'à la fin des deux entreprises. Le comte, ayant occupé les principales avenues de Saint-Venant, commença aussitôt l'attaque, et, au bout de huit jours de tranchée, le gouverneur se rendit<sup>1</sup>. Il aurait pu attendre encore, car la place se trouvant au milieu de marais presque toujours pleins d'eau, et l'armée en souffrant beaucoup, l'entreprise se trouvait par là présenter d'assez grandes difficultés. Cela fait, le comte alla se réunir au marquis Sfondrato sous les murs d'Ypres, dont la ligne de circonvallation était terminée. L'attaque eut immédiatement lieu. Après vingt jours de tranchée la place se rendit<sup>2</sup>, laissant au pouvoir de l'armée catholique 3,000 hommes d'infanterie et 4,000 chevaux.

L'armée avait eu à combattre non-seulement les ennemis, mais encore l'inclémence du temps, car la fin d'avril avait été marquée par de très-fortes pluies; elle se trouvait ainsi fort épuisée. Elle avait essuyé d'ailleurs, à la fin de la dernière campagne, la grave défaite de Lens; la nouvelle campagne avait été ouverte dans le mois de février par un froid très-rigoureux, et deux places royales et bien garnies avaient été prises. Il parut donc convenable de laisser les troupes se rafraîchir pendant le peu de temps qui devait s'écouler avant de rentrer en campagne. Elles prirent leurs logements dans tout le pays. On s'occupa activement de faire des recrues et des levées à l'étranger, ainsi que de la cavalerie. Quoique les ennemis se fussent vu enlever deux places très-importantes, leur armée n'avait jusque-là pas bougé: ils s'occupaient de la renforcer, et ils attendaient l'arrivée du baron d'Erlach avec les troupes qui étaient restées de l'armée de Weymar. Ils jugeaient qu'ils pourraient, quand la saison serait meilleure, reprendre avec plus de facilité et moins de perte ce qu'ils perdaient alors et s'emparer d'autres places plus considérables.

Déterminés à ne pas négliger cette occasion, ils vinrent, le 19 juin, à marches forcées, mettre le siège devant Cambrai, place dont l'extrême importance est connue. Leur ligne de circonvallation fut aussitôt commencée, sous la protection de 4,000 chevaux, afin d'empêcher l'arrivée de

<sup>1</sup> Le 25 avril.

<sup>2</sup> Le 10 mai. Sismondi, *Histoire des Français*, t. XVI, p. 508, donne par erreur à cette reddition la date du 10 avril.